

Éditorial

Pierre Couveinhes

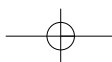
Ce numéro de *Réalités industrielles* complète la réflexion initiée dans le numéro de mai 2010 de cette même série des Annales des Mines (intitulé « Après la crise financière, un retour à l'économie réelle ? »), que nous avons poursuivie dans le numéro d'août 2010 sur le thème « Créer des emplois dans les territoires ».

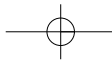
La première partie, consacrée aux mutations qu'a connues le contenu du travail, donne une image préoccupante de la situation actuelle des salariés. Ceux-ci apparaissent totalement désorientés par les changements incessants de méthodes et de procédures, résultant d'une adaptation souhaitée immédiate aux conditions du marché. Le basculement du contrôle disciplinaire à la vérification périodique des performances (le « contrôle d'engagement », suivant la terminologie utilisée par Philippe Zarifian), loin de libérer les salariés, les a enfermés dans une logique perverse, où ils doivent en permanence se justifier. Ils sont désormais seuls, face à une hiérarchie perçue comme coupée des réalités du terrain, qui ne semble être là que pour les sanctionner et non plus pour les aider.

Cette évolution ne va certainement pas dans le sens de l'intérêt des entreprises, car, entre autres inconvénients, elle met en danger le mécanisme de don et contre-don mis en évidence par Norbert Alter (reprenant un modèle de Marcel Mauss), suivant lequel les salariés apportent à leur employeur beaucoup plus que ce qui figure dans les indicateurs de performance « officiels » : leur conscience professionnelle, le temps passé à aider leurs collègues, à former les nouveaux arrivants, à conseiller des clients, etc. Dès lors que ce don (qui n'est ni prévu par les règlements ni, *a fortiori*, rémunéré) n'est plus reconnu par l'entreprise sous la forme en retour d'un « contre-don », n'est-il pas compréhensible que les employés y renoncent, soit en se « démotivants », soit en faisant payer très cher à leur employeur toute contribution non explicitement prescrite par leur contrat ?

N'y aurait-il pas là une conséquence funeste de plus de la financiarisation à outrance de l'économie, qui a créé une coupure inquiétante entre le management et la réalité ? Comme l'écrit Thierry Gaudin, « *La comptabilité économique a pris la place de la réalité [...], les objets mentaux comptables occultent ce qu'ils sont supposés représenter* ». Et Philippe Zarifian ajoute : « *L'univers d'abstraction gestionnaire [...] ne laisse plus de place à la capacité de voir le travail réel des salariés de base* ».

Malheureusement, cette analyse semble bien être confirmée par les discours tenus récemment par certains dirigeants d'entreprises, qui ont témoigné d'une méconnaissance pour le moins surprenante du fonctionnement effectif des entités dont ils étaient responsables. On a pu le constater lors de l'accident de la plateforme BP dans le Golfe du Mexique ou encore, il y a de cela seulement quelques semaines, dans notre pays, lors des déboires rencontrés





par des entreprises de transport pendant un hiver tout de même pas aussi rigoureux que cela...

Dans un tel contexte, que convient-il de faire ?

La réponse, bien sûr, est qu'il convient de revenir à l'économie réelle, c'est-à-dire de redonner la priorité aux produits, aux technologies et aux usines, sans oublier les hommes qui y travaillent. Cette voie, que notre pays a quelque peu délaissée ces dernières décennies, c'est celle qu'ont poursuivie, avec le succès que l'on sait, la Chine et l'Allemagne, des pays où les ingénieurs ont continué à occuper une place éminente.

Quel rôle ces derniers doivent-ils jouer dans l'avenir ? Il ne s'agit pas, bien sûr, de s'abîmer dans la contemplation d'un passé prestigieux : le XIX^e siècle évoqué par Jean-Louis Escudier, où les ingénieurs des Mines faisaient progresser de manière décisive la réglementation en matière de sécurité du travail ; les Trente Glorieuses, où l'impératif de relancer la production industrielle leur donnait un rôle central dans le pays...

Aujourd'hui, une des premières priorités pour notre économie réside dans l'innovation, comme l'a montré le numéro de cette série consacré au thème « Créer des emplois dans les territoires ». Or, ainsi que le souligne Claude Maury, « *c'est la politique d'innovation qui tend à s'imposer comme un impératif principal pour l'intervention de l'ingénieur* ». Bien entendu, il est indispensable que la formation des ingénieurs soit adaptée en conséquence, afin de leur donner davantage le sens du risque, comme le relève Pascal Fournier dans son article.

Dans une fable de La Fontaine, les bras et les jambes se révoltent contre l'estomac, qu'ils accusent de consommer le produit de leur activité, sans aucun profit pour la collectivité. Mais la morale de cette fable fait apparaître que tous les organes jouent un rôle indispensable, y compris l'estomac qui redistribue la richesse produite à l'ensemble du corps.

Dans notre pays, nous avons vécu, me semble-t-il, une version curieusement inversée de cet apologue : pendant quelques décennies, l'estomac (la finance, on l'aura deviné...) a prétendu pouvoir se passer des membres, et même du cerveau, qu'il prétendait pouvoir louer à meilleur compte à l'extérieur. Comment s'étonner que, dans ces conditions, le corps de l'économie ait dépéri ? N'est-il pas temps que chaque partie du corps retrouve sa juste place ?

* * *

Cette livraison de *Réalités industrielles* comporte en conclusion un article rédigé par Marcel Boiteux en hommage à la mémoire de Maurice Allais, récemment disparu. Ce grand économiste plaidait depuis de nombreuses années pour un retour à l'économie réelle ; il avait bien voulu contribuer au numéro (paru en mai 2010) que notre revue a consacré à ce thème.

